



(2022/2147(INI))

15.12.2022

PROJET D'AVIS

de la commission de l'emploi et des affaires sociales

à l'intention de la commission du développement régional

Évaluation de la nouvelle communication de la Commission européenne sur les
régions ultrapériphériques
(2022/2147(INI))

Rapporteur pour avis: Max Orville

PA_NonLeg

SUGGESTIONS

La commission de l'emploi et des affaires sociales invite la commission du développement régional, compétente au fond, à incorporer dans la proposition de résolution qu'elle adoptera les suggestions suivantes:

- vu l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui confère leur statut aux régions ultrapériphériques de l'Union,
 - vu la communication de la Commission du 3 mai 2022 intitulée «Donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques de l'Union» (COM(2022)0198),
 - vu la déclaration finale de la vingt-septième conférence des présidents des régions ultrapériphériques de l'Union européenne, qui s'est tenue au Parlement européen les 15 et 16 novembre 2022,
- A. considérant que les inégalités sociales sont au cœur des difficultés auxquelles doivent faire face les régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne; que les RUP dans leur ensemble connaissent, plus que les autres territoires, de forts taux de pauvreté, de chômage et de décrochage scolaire et que ces problèmes sont aggravés par les particularités communes à ces régions;
- B. considérant que le fléau de la toxicomanie vient renforcer l'exclusion sociale et économique et le désengagement du marché du travail dans les RUP;
- C. considérant que le nombre de jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation prend des proportions alarmantes dans les RUP
- D. considérant que, dans les RUP, les femmes se retrouvent trop souvent dans des emplois précaires et de courte durée;
1. souligne que la situation sociale des jeunes est un sujet de préoccupation central pour les RUP; demande à cet égard que la garantie pour la jeunesse renforcée soit pleinement déployée dans les RUP; estime qu'une évaluation de la mise en œuvre de la garantie s'impose dans ces territoires, afin notamment de mesurer les obstacles que les jeunes y rencontrent actuellement;
 2. invite la Commission à soutenir l'emploi des jeunes dans les RUP en s'attachant avec les acteurs locaux, et notamment le secteur privé, les universités et les collectivités locales, à mettre en place un guichet unique numérique pour aider les jeunes qui sont la recherche de leur premier emploi ou qui souhaitent créer ou reprendre des entreprises;
 3. souligne qu'il est indispensable d'assurer l'autonomisation des femmes dans les RUP en favorisant leur accès à des emplois stables et de qualité;
 4. invite la Commission à diriger son attention sur la prévention, la réinsertion sociale et le retour à l'emploi dans la mise en œuvre de la stratégie de l'Union en matière de drogue;
 5. demande à la Commission de faciliter la création de zones économiques spéciales afin

de favoriser la reprise économique et sociale, la création d'emplois et le développement des compétences dans les RUP et d'accompagner les États membres dans l'évaluation, la rénovation et l'adaptation des zones économiques spéciales existantes;

6. invite la Commission à améliorer l'accès aux Fonds social européen plus dans les RUP en organisant de grandes campagnes d'information en direction des acteurs institutionnels et associatifs, en mettant en place un service d'appui pour les chefs de projet et en finançant des formations destinées aux autorités de gestion.